

Un an de coronavirus

Les gens plus altruistes? On doute

Série spéciale
«Comment éviter une prochaine pandémie»
Épisode 3

Christine Clavien ne croit pas que le Covid-19 modifiera nos attitudes, sauf, peut-être, face à la crise écologique et à la mort.

Eric Budry

Depuis une année, les Suisses font l'expérience collective d'une crise aux multiples aspects (sanitaire, social et économique). Cette situation inédite nous a-t-elle changés, a-t-elle modifié nos rapports à l'autre et avec nous-mêmes? Pourquoi l'élan de solidarité constaté lors de la première vague s'est-il essoufflé? Christine Clavien livre ses réflexions sur ces questions, et bien d'autres. Maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève, philosophe des sciences et de la morale, elle est membre de la Commission nationale d'éthique en matière de médecine humaine.



Christine Clavien
Maître d'enseignement et de recherche à l'UNIGE

La crise du coronavirus est-elle susceptible d'avoir un impact sur les valeurs partagées d'une société ou les éventuels effets seront-ils éphémères?

Il est clair que la crise aura un impact socio-économique durable, mais pour ce qui est des valeurs partagées, je suis moins certaine. Les beaux élans d'applaudissement de la première vague se sont essoufflés, la crise augmente les inégalités qui étaient déjà pré-



Une banderole de soutien devant les HUG, déployée par les supporters du Genève-Servette Hockey Club. LAURENT GUIRAUD

sentes et je perçois peu de résistance morale face à cette évolution. Au niveau politique, je n'ai pas l'impression que les partis aient beaucoup changé de ligne. Peut-être, cependant, que la crise servira de propulseur à la vague verte qui prend de l'ampleur depuis plusieurs années. Au fond, ce virus est un exemple de catastrophe écologique. Il nous fait prendre conscience de notre finitude et de la nécessité d'anticiper et de gérer l'impact de notre mode de vie sur l'environnement.

Cette prise de conscience sera-t-elle durable?

Difficile à dire. Mais c'est en tout cas l'occasion de mettre en place des initiatives qui faciliteront la transition des nouvelles valeurs partagées. Prenons l'exemple des pistes cyclables instaurées à Genève lors de la première vague. Une fois mise en place, la mobilité douce peut être pratiquée plus facilement, et si l'expérience est positive, cela pourrait renforcer les valeurs écologiques. Un autre exemple est le revenu de transition écologique qui va être expérimenté dans le canton du Jura et

qui se discute dans le canton de Vaud. Ces initiatives pourraient faire bouler de neige et influencer durablement sur les valeurs sociales.

Comment expliquez-vous que la vague de solidarité apparue lors du premier confinement ne se soit pas répétée ensuite?

Aujourd'hui, il y a encore de la solidarité, et la Confédération débloque régulièrement des fonds d'aide. Mais c'est vrai qu'on observe aussi un phénomène de repli sur soi. En réalité, c'est un peu la particularité de l'altruisme. L'humain a la capacité d'aider mais pas tous azimuts. L'altruisme est généralement ciblé, et en temps de crise, on le cible de préférence sur notre entourage et notre communauté. C'est probablement pour cela que l'initiative Covax, censée œuvrer pour une distribution équitable des vaccins dans le monde, a du plomb dans l'aile.

Le besoin de contacts «réels» entre personnes est rarement apparu aussi clairement que durant les mesures de limitation

des déplacements et des rencontres. N'est-ce pas paradoxal alors que la plupart des gens se cachaient jusque-là derrière leurs smartphones?

Il y a aussi une manière «réelle» d'entrer en contact à l'aide des smartphones. Même si la relation ne s'établit pas «en présentiel», elle peut être de qualité. D'ailleurs, les outils numériques ont grandement contribué à la vie sociale lorsque des mesures d'isolement se sont imposées. Avec la crise sanitaire, c'est un mode de contacts sociaux (ceux qui ont lieu en présence) qui a dû être mis entre parenthèses au profit d'un autre. Certains en souffrent beaucoup, d'autres s'en accommodent, notamment parce qu'ils sont convaincus de l'efficacité et du caractère temporel de la mesure. Une

contrainte non consentie est plus difficile à vivre qu'une contrainte consentie.

En définitive, cette crise a-t-elle au moins permis de valoriser le lien social «en présentiel» en le rendant plus rare?

Sans doute. Comme beaucoup de biens ordinairement acquis dont on se rend compte de l'importance lorsqu'ils viennent à manquer. Par exemple, c'est en se déplaçant à l'étranger qu'on prend vraiment conscience de la qualité exceptionnelle du réseau de transports publics suisses ou qu'on comprend que les yaourts au café ne font pas partie de l'assortiment de base de tout magasin d'alimentation. Tout le monde est d'accord en théorie que les interactions en présentiel sont importantes, mais avec leur absence forcée, on a

vraiment compris «en pratique» à quel point elles sont importantes.

Le Covid-19 a notamment eu pour effet de mettre les décès au centre des préoccupations. Qu'est-ce que cela vous inspire?

Avec les progrès de la médecine, la mort est de plus en plus «organisée» parce qu'elle implique souvent une décision d'arrêter les soins qui maintiennent la vie. Jusqu'à un certain point, la mort peut donc être planifiée et on peut essayer de s'assurer une belle mort, après avoir dit au revoir à ses proches. On sait qu'une belle mort, bien anticipée, facilite le deuil. Mais dans le cadre de la crise sanitaire que nous vivons, il est devenu difficile de «bien mourir», d'une part parce qu'on en a moins le temps et les moyens, mais surtout parce qu'on peut moins facilement dire au revoir aux proches.

N'est-ce pas aussi un rappel des limites de la science et de la médecine, que tout n'est pas toujours contrôlable?

Les limites de la médecine sont bien sûr apparues au grand jour, en particulier en matière de traitement de cette nouvelle maladie. Mais en même temps, les développements fulgurants des techniques de vaccination que nous avons pu observer en l'espace d'une année montrent à quel point nous repoussons constamment les limites de la science. De manière intéressante, dans le cadre de cette crise, ce n'est pas uniquement la thématique des «limites de la médecine» qui nous a occupés. À l'inverse, la thématique de la «limitation de la médecine» a également pris de l'importance dans les débats publics. Par exemple, beaucoup de patients ont exprimé leurs directives anticipées en demandant moins d'interventionnisme médical: ils préfèrent mourir à la maison ou dans un lit d'hôpital ordinaire, plutôt qu'aux soins intensifs, branchés à un respirateur. De ce point de vue, il est intéressant de constater que la crise incite les patients à davantage d'autonomie décisionnelle que par le passé.

Parler des limites pour les faire accepter

● Pensez-vous que la prise de conscience des limites de la science et les controverses entre scientifiques ont créé un malaise dans la population?

C'est certain qu'il y a un malaise, mais je pense qu'il émerge plutôt de la précarité qui ne peut pas être réglée par des avancées scientifiques. On sait que la crise a eu pour effet de creuser les inégalités socio-économiques pré-existantes. Les femmes, les professions précaires, les classes sociales défavorisées sont concernées: ce sont ces personnes qui ont une plus grande probabilité de perdre leur emploi, de tomber malades, de développer des complications. Malheureusement, les avancées scientifiques n'ont pas permis de régler ce problème fondamental des inégalités de traitement. Aujourd'hui, c'est au politique de veiller à ce que les défavorisés ne dégringolent pas encore plus bas, et malheureusement, cela ne pourra pas se faire à l'aide de

mesures simplistes. Relancer l'économie en laissant circuler le virus n'est pas une solution parce que si le virus continue à faire des ravages, les souffrances, les dégâts socio-économiques et la peur persisteront, mais cette fois sans soutien de l'État.

À ce propos, le Conseil fédéral a été beaucoup critiqué pour ses changements de cap. Qu'en pensez-vous?

Les décisions prises ont été faites en situation d'incertitude sur la base de données scientifiques à caractère probabiliste. En médecine, on a l'habitude de travailler de la sorte: les traitements sont régulièrement réévalués et ajustés aux besoins des patients, en fonction de l'évolution de leur état de santé, en fonction des dernières connaissances scientifiques sur la maladie et de la disponibilité et du coût-efficacité des traitements. Il en va exactement de même pour le Covid. Il est important que le

politique ajuste ses décisions régulièrement à l'état de la situation et des connaissances scientifiques actualisées. De même que les médecins n'ont pas forcément la potion miracle et doivent ajuster régulièrement leurs traitements, la population suisse est en mesure de comprendre la flexibilité des décisions politiques. Il faut en revanche prendre le temps de lui expliquer que ces mesures sont prises sur la base de bonnes raisons et des meilleures données disponibles. Aujourd'hui, aucune solution parfaite n'est disponible: en soulageant d'un côté, on crée une tension de l'autre. Dans ce jeu d'équilibre, l'objectif est d'atteindre le moindre mal. Ce qui est important, c'est de pouvoir justifier pourquoi on a choisi un mal plutôt qu'un autre, pourquoi le mal consenti n'est pas disproportionné, et comment ce mal pourrait être allégé ou compensé. **E.BY**

PUBLICITÉ

DES MAGISTRATS PLR SOUTIENNENT DELPHINE BACHMANN AU CONSEIL D'ÉTAT



Beatriz DE CANDOLLE
Chêne-Bourg



Carole LAPAIRE
Collonge-Bellerive



Marcel GOEHRING
Collonge-Bellerive



Pascal UEHLINGER
Thônex



Marc KILCHER
Thônex



Christian ROBERT
Veyrier

#JeVoteDelphineBachmann